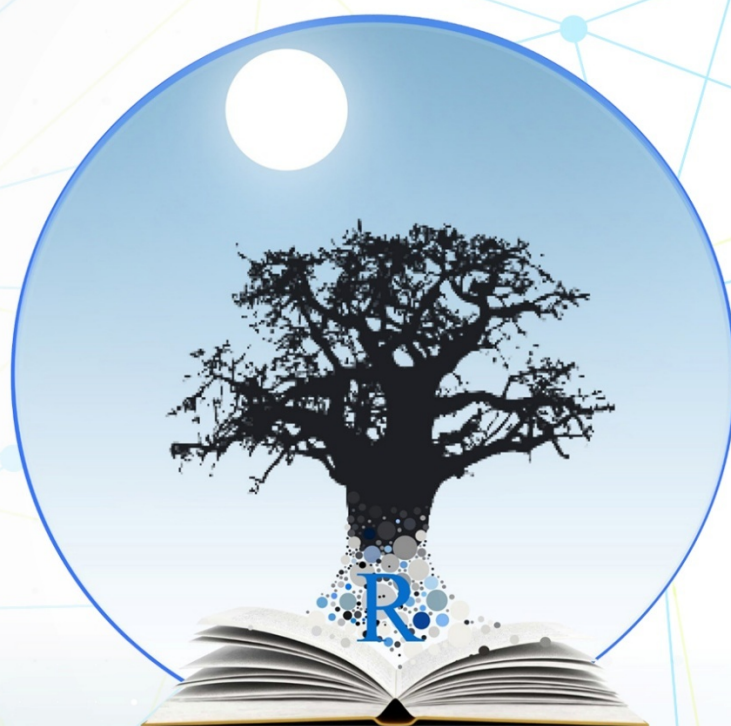


REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 10 décembre 2025

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 10 décembre 2025

INDEXATIONS ET RÉFÉRENCEMENTS



ADVANCED SCIENCE INDEX

<https://journal-index.org/index.php/asi/article/view/12689>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23413>

Impact Factor 2024 : 5.051



<https://reseau-mirabel.info/revue/14886/RELaCOM-Revue-Langage-et-communication?s=1muc9dl>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/352725>

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : [2617-7560](#)

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

DIRECTEUR DE RÉDACTION : PROFESSEUR JEAN-CLAUDE OULAI

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE
PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP
PROF. EDOUARD NGAMOUNSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ
PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY
DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE
PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. MAKOSSO JEAN-FÉLIX, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI
PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY
PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA
PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

PROF. ABLOU CAMILLE ROGER
PROF. JEAN-CLAUDE OULAI
PROF. KOUAMÉ KOUAKOU
PROF. NIAMKEY AKA
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU
DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE

PROF. IBO LYDIE
PROF. KOFFI EHOUMAN RENÉ
DR ASTÉ N'CHO JEAN-BAPTISTE, MCU
DR IRIÉ BI TIÉ BENJAMAIN, MCU
DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE, MCU
DR N'GUESSAN ADJOUA PAMELA, MCU
DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN
DR COULIBALY DAOUDA
DR KOUAMÉ KHAN
DR OULAI CORINNE YÉLAKAN
DR YAO KOUAKOU GUILLAUME

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN

INFOGRAPHIE / WEB MASTER : DR TOURÉ K. D. ESPÉRANCE / SANGUEN KOUAKOU

ÉDITEUR : DSLC

TÉLÉPHONE : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

COURRIEL : soumission@relacom-slc.org

SITE INTERNET : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. RÈGLES D'ÉTHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

1. Nanon Pierre BROU (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Jodvin Symphorien De Blahoua KOFFI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
La dialectique comme fondement de l'éducation politique chez Platon 14
2. Salifou COULIBALY (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Dynamique urbaine et risque de conflit dans la ville de Tiassalé 23
3. DJAHA Koffi Henri (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire) / YAO N'Goran Hubert (Université de Bondoukou) / LOBA Saga Bernard (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Le suicide chez les jeunes adultes d'Abidjan selon leur religion et estime de soi 36
4. KONATÉ Djakaridja (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Une analyse critique des discours sur le panafricanisme et la souveraineté en Afrique de l'ouest 47
5. Awa KAMATÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / ATTIA Michel Akabilé (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Gnénégnimin SORO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Rationalité locale et hésitation vaccinale : perceptions des maladies infantiles et limites du PEV à Odiénné (Côte d'Ivoire) 64
6. Khan KOUAMÉ (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)
Les Réseaux Sociaux Numériques (RSN) et les nouveaux visages de l'opinion publique ivoirienne 79
7. Koménan KOFFI (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
“Keine andere kunsform produziert so intensive und vielfältige gerfü l reationen wie das kino” : Zur emotivität des films un seine (aus) wirkungen das individuum und die gesellschaft 91
8. Kouamé Sylvestre KOUADIO (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)
Heimat ist weder hier noch dort. Heimat ist in di roder nirgends : Eine postmoderne lektüre des heimat konstrukts bei stefanie zweig in karibu heisst willkommen 100

9. KOUAMÉ-KONATÉ Aya Carelle Prisca (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)

L'Intelligence Artificielle à l'épreuve de la recherche ivoirienne : entre perception et réalité du rôle 110

10. KPANGBA Boni Hyacinthe (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / GOH Tianet Yannick Emmanuel (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / AHOULOU Mahipou Fernande Marie Josée (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)

La communication socioculturelle : outil d'accès à l'information et d'émancipation économique des femme Abouré de Bonoua 120

11. Jean-Michel Kouakou Kan N'GUESSAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / KOUASSI Akissi Germaine (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Jean-Claude OULAI (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)

Geste populaire et marketing d'opportunité : étude d'un phénomène de récupération publicitaire dans l'espace numérique ivoirien 131

12. Koffi Gilles Olivier N'GUESSAN (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)

Analyse et enjeux des messages de la plateforme de lutte contre la cybercriminalité (PLCC) en Côte d'Ivoire sur sa page Facebook pour un changement de comportement des populations 146

13. Aboubakar SYLLA (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire) / Lydie IBO (Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire)

Les tribulations référentielles de la grammaticalisation espagnole du pronom « On » 163

14. THOAT Akoissy Clarisse-Leocadie (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)

Féminicide en Côte d'Ivoire : entre silence médiatique et contre-discours numériques, une analyse communicationnelle des récits de violence genrée 176

15. Hervé Kobenan YAO (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire)

Enjeux des théories de la démonstration et de la définition chez Aristote 190

16. Ange Thibaut Kahelad YAON (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire) / Oumar Go N'Golo Emmanuel SORO (Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, Yamoussoukro-Côte d'Ivoire)

Communication participative et modélisation organisationnelle pour l'autonomisation économique des femmes en milieu rural en Côte d'Ivoire 199

17. YOKORÉ Zibé Nestor (Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Abidjan-Côte d'Ivoire)

La scène du deuil en pays Bété : analyse dramaturgique et sociologique des pleureuses professionnelles en Côte d'Ivoire 213

18. BOUDIMBOU Bienvenu (Université Marien Ngouabi, Brazzaville-Congo) **Les pratiques journalistiques à l'ère du numérique : mutation et défis au Congo**

224

LA COMMUNICATION SOCIOCULTURELLE : OUTIL D'ACCÈS À L'INFORMATION ET D'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ABOURÉ DE BONOUA

KPANGBA Boni Hyacinthe

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

bonihyacinthe@gmail.com

GOH Tianet Yannick Emmanuel

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

docteur.tianet@gmail.com

AHOULOU Mahipou Fernande Marie Josée

Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

amahipoufernande2@gmail.com

Résumé

Cet article évalue l'impact de la communication socioculturelle sur l'autonomisation économique des femmes abouré de la ville de Bonoua. Il analyse les rapports sociaux basés sur le genre dans la circulation de l'information qui influencent l'accès aux opportunités économiques. Malgré les progrès enregistrés pour promouvoir les droits de la femme, des obstacles liés au manque d'éducation, à l'accès inégale de l'information et aux technologies numériques, continuent toujours de limiter leur accessibilité aux moteurs économiques. L'approche empirique de cette étude s'est basée sur une enquête qualitative menée en juin et août 2025, utilisant 100 entretiens semi-directifs et des observations participantes. Les résultats montrent une gestion des terres agricoles assurée majoritairement par les hommes. Le bouche à oreille et les émissions radio féminines adaptés sont les canaux par lesquels certaines femmes s'octroient des informations d'ordre économique. Alors, pour repenser les stratégies d'autonomisation des femmes abouré, la COMBI s'impose comme solution pour intégrer le mobile Banking simplifié, le mentorat par les pairs et des formations hybrides dans la sensibilisation de celles-ci.

Mots-clés : autonomisation économique, communication socioculturelle, COMBI, femmes rurales, Côte d'Ivoire

Abstract

This article evaluates the impact of sociocultural communication on the economic empowerment of women from the city of Bonoua. It analyzes gender-based social relations in the circulation of information that influence access to economic opportunities. Despite the progress made in promoting women's rights, obstacles related to lack of education, unequal access to information and digital technologies continue to limit their accessibility to economic drivers. The empirical approach of this study was based on a qualitative survey conducted in June and August 2025, using 100 semi-structured interviews and participant observations. The results show that agricultural land management is mainly carried out by men. Word of mouth and adapted women's radio broadcasts are the channels through which some women gain access to economic information. So, to rethink the strategies for empowering women in their daily lives, COMBI is a solution to integrate simplified mobile banking, peer mentoring, and hybrid training into their awareness.

Keywords : economic empowerment, sociocultural communication, COMBI, rural women, Côte d'Ivoire

Introduction

L'émergence des femmes comme actrices déterminantes du développement socio-économique constitue l'une des mutations structurelles majeures des dernières décennies. Leur participation croissante aux sphères productives, jadis dominées par la gent masculine, témoigne d'une reconfiguration progressive des rapports sociaux de genre à l'échelle mondiale. Cette évolution transcende désormais le cadre strictement domestique pour s'étendre aux secteurs associatif, économique et politique (T. Goh , 2024, p. 167-182 version en ligne). Comme le soulignent Hesselting et Loco (1997, p. 3), « *l'amélioration du statut des femmes et l'égalité entre hommes et femmes sont devenues des passages obligés dans les discours, les programmes et les déclarations sur le développement* ». Cette reconnaissance institutionnelle s'inscrit dans un paradigme où l'autonomisation économique des femmes représente un pilier fondamental du développement durable, particulièrement sur le continent africain (E. Aifa, Y. Dognon, 2022, p. 523). Néanmoins, malgré ces avancées normatives et juridiques, une dichotomie persiste entre les engagements formels et les réalités empiriques. L'accès limité aux ressources économiques, au capital éducatif et aux technologies numériques demeure encore parmi les obstacles structurels à leur pleine intégration dans les circuits économiques (A. Sreberny, 2005, p. 321).

Ce décalage entre reconnaissance formelle et inégalités structurelles se laisse percevoir dans le paysage ivoirien. En dépit des progrès consentis pour promouvoir les droits de la femme, des problèmes perdurent et compromettent leur accès aux opportunités économiques. Cependant, (A. Amoa, K. Adon, K. Okou, 2023, p. 498) soutient qu'en assurant la sécurité alimentaire et financière, les femmes ont aujourd'hui les moyens pour subvenir aux besoins familiaux. De plus, elles valorisent leur statut social grâce à leur contribution à l'émergence économique dans la sous-préfecture de Bonoua. Ce changement est confronté à de nombreux obstacles parmi lesquels on retrouve, la pauvreté, l'inégalité dans l'accès à l'éducation et une participation politique limitée (N. Bernard-Maugiron, 2021). Néanmoins, Des actions comme, la microfinance, les programmes de formation professionnelle ou l'intégration progressive des outils numériques commencent à porter leur fruit. A travers ces actions, des outils sont mis à la disposition des femmes pour améliorer leurs activités économiques. C'est dans ce contexte que, les femmes Abouré de Bonoua, représentent un sujet d'étude particulièrement riche en données.

En effet, marquée par un système de transmission des terres basées sur la lignée maternelle et une forte solidarité communautaire, l'organisation en pays Abouré indique une indépendance féminine plus affirmée comparable à d'autres zones de la Côte d'Ivoire. En tant que communauté ethnique aux valeurs traditionnelles bien établies, les Abouré mettent en évidence ce conflit dialectique entre un système social qui paraît progressiste et des conditions économiques défavorables aux femmes sur le plan structurel. Pour G. Niangoran-Bouah (1960), leur société est strictement organisée par des normes de genre, où la femme, bien qu'elle gère l'espace domestique, voit ses privilèges limités au-delà de ce cadre. Partant de cela, (P.B. Sajeev, G. Padoani, 2011, p. 58) déclarent que « les femmes sont considérées comme des citoyennes de second ordre ». Une telle observation différente trouve un écho puissant dans le cadre Abouré. Ainsi, en dépit de leur contribution significative à l'économie locale, notamment dans le secteur agricole et les activités commerciales, les femmes Abouré sont confrontées à d'importants défis repartis autour de trois points majeurs ; ce sont, l'accès limité à la propriété foncière, la prédominance masculine dans les sphères décisionnelles et les disparités en matière d'accès au financement (V. Fofana, 2022, p. 164). Ces restrictions associées à des méthodes de communication non officielles et mal ajustées aux avancées technologiques modernes entravent leur potentiel à se positionner comme des entités économiques indépendantes. Pourtant, E. Keguide, F. Vodouche (2023, p. 472) affirment

que « l'accès à internet impact de manière significative l'autonomisation des femmes en milieu rural ». Cette assertion laisse suggérer que des stratégies de communication novatrices adaptées aux contextes locaux pourraient ouvrir la voie vers une émancipation accrue. Partant de ces constats, quelle stratégie de communication utilisée pour participer activement à l'autonomisation économique des femmes Abouré de Bonoua ?

L'une des pistes susceptibles de répondre à cette préoccupation serait de faire appel à la Communication pour un Changement de Comportement Intégré (COMBI). C'est une stratégie qui combine à la fois communication, engagement communautaire et changement de comportement. Développée dans le domaine de la santé publique, elle a prouvé son efficacité pour encourager des pratiques de développement durable. Alors, son application dans l'émancipation économique des femmes Abouré pourrait représenter une solution appropriée aux enjeux identifiés.

L'hypothèse directrice de cette recherche postule que l'intégration d'une stratégie COMBI, propre au contexte socioculturel des femmes Abouré, peut contribuer significativement au renforcement de leur autonomisation économique par l'articulation d'outils de communication modernes et le respect des pratiques traditionnelles. Afin de vérifier cette hypothèse, trois objectifs spécifiques structurent notre investigation. Premièrement, il s'agit d'analyser les barrières socioculturelles et informationnelles qui entravent actuellement l'accès des femmes Abouré aux ressources économiques. Ensuite, l'étude évalue l'efficacité des canaux de communication existants, qu'ils soient formels ou informels, dans la diffusion d'informations pertinentes pour leur émancipation économique. Puis enfin, la COMBI sera présentée comme dispositif de communication socioculturelle susceptible de répondre aux besoins d'autonomisation des femmes Abouré, de sorte à combler les lacunes identifiées et à favoriser une participation accrue de ces dernières aux activités économiques locales.

1. Cadre conceptuel

1.1. L'autonomisation économique des femmes

L'autonomisation économique des femmes constitue une condition sine qua non pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ONU FEMMES, 2023; Organisation des Nations Unies, 1987). Ce concept renvoie à l'ensemble des processus stratégiques qui permettent aux femmes d'exercer un contrôle effectif sur leur trajectoire économique, notamment par l'accès aux ressources financières, foncières et humaines, ainsi qu'aux informations stratégiques et aux opportunités entrepreneuriales. N. Kabeer (2001) conceptualise l'autonomisation comme une transformation substantielle de la dimension économique de l'existence, laquelle implique une reconfiguration des rapports de pouvoir et des capacités d'action. Cette autonomisation présuppose un accès équitable aux ressources économiques critiques, notamment la formation professionnelle, l'éducation qualifiante et les marchés, permettant ainsi aux femmes de saisir les opportunités économiques et de développer un capital de compétences transférables (BAD, 2015). Comme le précisent E. Aifa et Y. Dognon (2022, p. 528), l'autonomisation « exprime le potentiel et les possibilités que les femmes ont de mener le genre de vie qu'elles souhaitent : réalisations ou accomplissements ».

Dans le contexte ivoirien, l'autonomisation économique des femmes demeure circonscrite par des inégalités structurelles que nous percevons profondément ancrées. Ces inégalités se manifestent à travers plusieurs dimensions interdépendantes. Premièrement, l'accès différencié à la propriété foncière, régi par des systèmes coutumiers patriarcaux, limite considérablement la capacité des femmes à constituer un capital productif. Deuxièmement, les disparités éducatives, particulièrement marquées en milieu rural, réduisent leur employabilité et leur capacité à développer des activités génératrices de revenus diversifiées. Troisièmement, l'exclusion systémique des circuits

financiers formels, conséquence de l'absence de garanties matérielles et de la persistance de stéréotypes de genre dans les institutions bancaires, entrave leur accès au crédit et aux instruments financiers nécessaires à l'expansion de leurs activités économiques. Enfin, la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles économiques et politiques perpétue leur marginalisation dans l'élaboration des politiques publiques susceptibles de favoriser leur émancipation économique.

1.2. Les pratiques communicationnelles

La communication est un élément essentiel dans le changement social. Comme l'e souligne M. LEN. (1988, p. 9), elle permet à l'homme de manifester ses idées dans le but de convaincre, d'orienter les savoirs, les perspectives et les comportements. Cette approche met en lumière le caractère convaincant et transformateur de la communication qui peut orienter les perceptions, changer les comportements et réaliser des objectifs fixés. Elle englobe aussi bien les échanges informels et formels.

Dans cette optique, P. Breton et S. Proulx (2006) décrivent les pratiques communicationnelles « comme toutes les formes de communication utilisant différents types de registres sémiotiques tels que le langage écrit, oral, gestuel et visuel ». Autrement dit, ces pratiques regroupent toutes les méthodes, comportements et stratégies utilisées par les acteurs sociaux partagent des idées, des informations et des émotions. Elles se manifestent à travers une variété de canaux et de contextes qui participent à la construction du lien social. L'émergence des réseaux sociaux numériques a radicalement modifié ces pratiques communicationnelles. Cette avancée technologique crée de nouvelles opportunités pour l'émancipation économique des femmes tout en favorisant l'accès à l'information, le développement de réseaux professionnels et la mise en valeur des projets entrepreneuriaux dirigés par des femmes.

1.3. La Communication pour un Changement de Comportement Intégré (COMBI)

La Communication pour un Changement de Comportement Intégré (ou *Communication for Behavioral Impact* (COMBI)) constitue une approche systémique qui articule proprement communication stratégique, mobilisation sociale et modification comportementale dans le but de promouvoir l'adoption de pratiques innovantes et d'engager les communautés dans des dynamiques de développement durable (K. Gallopel-Morvan, 2021; C.Marsan, 2008). Selon l'Organisation mondiale de la santé, « la COMBI est un cadre de planification et une méthode de mise en œuvre qui intègre des interventions de communication comportementale et sociale ». Cette approche se caractérise par son ambition d'influencer les comportements individuels et collectifs en mobilisant de manière intégrée plusieurs vecteurs communicationnels et mécanismes de mobilisation communautaire.

Élaborée en 1994 et déployée avec succès par l'Organisation mondiale de la santé à partir de 2000 dans le cadre de programmes de lutte contre les maladies à l'échelle mondiale, la COMBI repose sur une compréhension approfondie des déterminants comportementaux et des contextes socioculturels locaux (emergency-wash.org, 2025). Cette approche se distingue par sa capacité à promouvoir des changements comportementaux durables et s'appuie sur une mobilisation communautaire effective et l'intégration stratégique d'une diversité d'outils de communication adaptés aux spécificités des populations cibles. L'efficacité de la COMBI réside dans son caractère global, à travers l'analyse comportementale rigoureuse, la segmentation des publics cibles, l'identification des barrières et des facteurs facilitateurs, et le déploiement de stratégies communicationnelles différenciées. Son application au domaine de l'autonomisation économique des femmes présente un potentiel considérable, dans la mesure où elle permet d'adresser simultanément les dimensions informationnelles,

motivacionnelles et structurelles qui conditionnent l'adoption de pratiques économiques émancipatrices.

2. Méthodologie de l'étude

L'étude adopte une approche qualitative et participative qui vise à examiner les processus par lesquels la communication socioculturelle contribue à l'autonomisation économique des femmes abouré de Bonoua. Un tel choix méthodologique découle de la volonté de comprendre la complexité des interactions sociales, culturelles et communicationnelles qui structurent les pratiques économiques et les rapports de genre au sein de cette communauté. Tout en identifiant les freins auxquels elles se heurtent dans leurs parcours vers l'autonomie économique, l'étude cherche également à comprendre comment ces femmes perçoivent et s'approprient les différents outils technologiques. Pour éclairer cette analyse, le travail s'appuie sur un cadre théorique qui combine plusieurs perspectives dont les approches de l'autonomisation économique proposées par N. Kabeer (2001), les théories communicationnelles de servaes (2008) et la conception de genre comme « septième pouvoir » formulée par Y. E.T. Goh (2024). Cette combinaison théorique oriente l'ensemble de la démarche depuis la collecte des données jusqu'à leur interprétation afin d'intégrer à la fois les dimensions structurelles et productives du genre et les spécificités culturelles propres aux modes de communication locaux.

2.1. Contexte et terrain de l'étude

La recherche s'est déroulée dans la sous-préfecture de Bonoua, située dans le département d'Adiaké, au Sud-est de la Côte d'Ivoire. Le choix de cette ville s'explique par la forte présence de la communauté Abouré, ethnie matrilineaire dont l'organisation sociale repose sur des valeurs traditionnelles et une gestion collective des terres. Les femmes Abouré y occupent un rôle central dans l'agriculture vivrière, notamment la culture du manioc, ainsi que dans le commerce local. Néanmoins, leur accès aux ressources économiques et aux informations pertinentes demeure limité en raison de barrières socioculturelles et structurelles.

2.2. Échantillonnage et sélection des participantes

L'échantillon se compose de 100 femmes Abouré âgées de 20 à 65 ans, sélectionnées selon un échantillonnage raisonné. Les critères de sélection incluaient leur implication dans des activités économiques locales, telles que l'agriculture, le commerce ou la transformation de produits agricoles, ainsi que leur participation à des groupements ou associations féminins. Cet échantillonnage visait à inclure des femmes aux profils variés, afin de refléter la diversité des expériences et des défis rencontrés dans la communauté. Aucune distinction systématique ne fut établie entre les femmes mariées, veuves ou célibataires, bien que ces statuts aient été pris en compte dans l'analyse pour identifier d'éventuelles variations dans leur accès à l'information et aux ressources.

La taille de l'échantillon, bien que modeste, fut déterminée en fonction du principe de saturation théorique, concept fondamental en recherche qualitative consistant à arrêter la collecte de données lorsque de nouvelles informations ne modifient plus significativement la compréhension du phénomène étudié. Les participantes furent recrutées en collaboration avec La présidente de l'association des femmes du quartier begneri, les conseillers traditionnels tel que les notables, ce qui a permis d'assurer une représentativité des différentes strates sociales et économiques de la communauté Abouré. Par ailleurs, pour éviter les biais de sélection, une attention particulière fut accordée à l'inclusion de femmes issues de différents clans et quartiers de Bonoua, ainsi qu'à celles occupant des rôles variés dans l'économie locale, notamment productrices, commerçantes et transformatrices.

2.3. Collecte des données

Les données empiriques furent recueillies entre juin et août 2025 à travers deux méthodes complémentaires, les entretiens semi-directifs et les observations participantes. Les entretiens, d'une durée moyenne de 20 minutes, se sont déroulés en langue locale abouré ou en français, selon la préférence des participantes. Un guide d'entretien structuré fut élaboré pour aborder des thématiques clés, directement inspirées des cadres théoriques de N. Kabeer (2001) et Servaes (2008). Les thématiques explorées incluaient les canaux d'information privilégiés par les femmes pour accéder aux opportunités économiques, tels que les marchés, les crédits ou les formations. Cette dimension s'inspirait directement des travaux de Servaes sur l'importance des canaux communicationnels adaptés aux contextes locaux. Les obstacles perçus dans l'accès à ces informations, qu'ils soient d'ordre culturel, linguistique ou technologique, constituaient une deuxième thématique. Le cadre du « septième pouvoir » proposé par T. Goh, (2024) fut mobilisé pour analyser comment les rapports de genre structurent ces barrières. Le rôle des associations féminines et des réseaux informels dans la diffusion des savoirs représentait un troisième axe d'investigation, aspect central dans les approches communicationnelles centrées sur le contexte. Enfin, les attentes et suggestions des femmes pour améliorer la communication autour des questions économiques nous ont permis d'évaluer leur capacité d'action, concept central dans le cadre théorique de N. Kabeer (2001), et leur aptitude à influencer les stratégies de développement local.

2.4. Analyse des données

Notre analyse est basée sur une méthode thématique de Bardin. Elle examine comment la communication socioculturelle affecte l'accès à l'information et l'émancipation économique des femmes Abouré de Bonoua. Trois dimensions ont pu se distinguer, à savoir les sources d'information (classiques et contemporaines), les barrières socioculturelles en lien avec le genre, ainsi que les tactiques de contournement élaborées par les femmes. L'analyse, guidée par les modèles de Kabeer, Servaes et Goh, démontre que des approches de communication ajustées au contexte local peuvent accroître l'autonomisation des femmes. Cependant, l'analyse se base sur une méthode thématique tirée de Bardin (2013), modifiée pour prendre en compte les aspects de genre et d'émancipation. Nous avons procédé à un codage manuel des entretiens et observations pour repérer les modes de communication, les défis auxquels elles ont fait face et les tactiques qu'ont mises en place les femmes Abouré de Bonoua

2.5. Limites et reproductibilité de l'étude

La méthodologie, bien que pertinente, présente des limites que nous reconnaissons à savoir, un échantillon restreint, une subjectivité propre aux méthodes qualitatives et une collecte sur trois mois, insuffisante pour capter les variations saisonnières. Toutefois, elle reste reproductible dans des contextes similaires, à condition d'adapter les outils aux réalités locales.

3. Analyse des résultats

L'analyse des résultats s'articule autour de trois axes ; à savoir : les obstacles socioculturels liés au genre, les canaux d'information (traditionnels et modernes) et les stratégies de contournement développées par les femmes,

- Les obstacles socioculturels liés au genre

L'accès aux terres agricoles et aux comptes bancaires est un élément important de l'autonomisation des femmes abouré. Les résultats de l'étude révèlent que 85% des terres agricoles sont gérées par les hommes tandis que 9% des femmes possèdent un compte bancaire. Ces résultats mettent en évidence les obstacles qui freinent

l'autonomisation économique des femmes Abouré. C'est en ce sens que lors des entretiens Monique âgé de 39 ans déclare « *Mon mari décide de l'utilisation de nos revenus. Je ne peux pas demander un prêt sans son accord.* » En plus de cela s'ajoute l'accès à l'éducation. La grande majorité des femmes Abouré (82%) sont des femmes non instruites. Ce pourcentage présente un niveau d'alphabétisation très faible, il peut constituer une gangrène l'émancipation des femmes. A cet effet, la nommée Clarisse présidente de l'association des femmes du quartier begneri admet ceci : « *dans notre association la plupart des femmes sont illettrés, alors lors de nos réunions nous avons une interprète pour faciliter la compréhension de nos échanges. Et malgré cela certaines ont des difficultés pour ne serait-ce que comprendre ; c'est vraiment difficile mais nous faisons de notre mieux.* »

- Les canaux d'information (traditionnels et modernes)

Le bouche -à- oreille ainsi que la radio locale sont les différents canaux par lesquels les femmes abouré accèdent aux informations liées à l'économie. En effet, 86 % des femmes disent dépendre du bouche-à-oreille et 14% de la radio locale. Les femmes s'informent entre elles, écoutent la radio, mais manque de messages adaptés à leurs besoins.

- Les stratégies de contournement développées par les femmes,

Pour participer aux besoins familiaux, les femmes abouré adhèrent à des coopératives de crédits et aux tontines. Cependant, elles font face à de véritables contraintes qui parfois les poussent à l'abandon. De ce fait, 90% des femmes sont inscrites dans les tontines et 80 % d'entre elles rapportent des expériences négatives avec les coopératives de crédit ou de tontines. Suzanne membre d'une tontine s'exprime « *Beaucoup de femmes ont perdu leurs biens à cause des crédits. On préfère les tontines entre nous.* » à cela s'ajoute l'usage du mobile banking, le mentorat proposé aux femmes abouré. Alors, 53 % des femmes se disent prêtes à utiliser des services de Mobile Banking avec des accompagnements et 50 % préfèrent apprendre via des modèles similaires (« femmes modèles »).

4. Discussions

Les résultats de cette étude ont révélé une réalité complexe avec les femmes Abouré de Bonoua. Effectivement, bien qu'actives dans l'économie locale, elles font face à des barrières qui limitent leur autonomisation économique. Ces obstacles, souvent invisibles se manifestent à travers un contrôle masculin des ressources, un accès limité à l'information économique, d'un manque d'éducation et une fracture numérique persistante. Ces constats viennent combler un vide significatif dans les recherches antérieures, qui ont souvent négligé l'interaction entre les dynamiques communicationnelles et les structures de pouvoir genré dans les contextes ruraux africains.

L'organisation sociale abouré présente une particularité fascinante qui mérite une analyse approfondie. Comme le souligne G. Niangoran-Bouah (1960), cette société est théoriquement structurée autour d'une transmission matrilineaire des terres et des savoirs. Pourtant, nos données révèlent que 85% des terres agricoles sont en pratique gérées par des hommes, et seulement 9% des femmes disposent d'un compte bancaire individuel. Cette contradiction apparente s'éclaire à la lumière de la théorie du « septième pouvoir » développée par Goh (2024), qui postule que le genre fonctionne comme un système de pouvoir autonome capable de subvertir les structures sociales formelles. Ainsi, ce que révèlent nos entretiens, c'est que la structure matrilineaire des Abouré opère principalement dans la sphère symbolique et rituelle, tandis que les mécanismes concrets de contrôle économique restent fermement ancrés dans des logiques patriarcales. Comme l'exprime une participante : « *Mon mari décide de*

l'utilisation de nos revenus. Je ne peux pas demander un prêt sans son accord » (Monique, 39 ans). Cette déclaration illustre parfaitement comment le pouvoir économique s'exerce à travers des canaux informels de contrôle, bien plus efficaces que les structures juridiques formelles. De plus, cette observation rejoint et dépasse les analyses de Kabeer (2001) sur les dimensions structurelles de l'autonomisation. Là où Kabeer identifiait trois piliers (ressources, agency (ou agentivité), résultats), nos données suggèrent l'existence d'un quatrième pilier communicationnel, l'accès à l'information économique apparaît comme une condition préalable à l'exercice de l'agentivité de ces femmes. Sans une maîtrise des flux informationnels, les femmes se trouvent privées de la capacité même d'identifier les opportunités économiques, encore moins d'y accéder.

Concernant l'accès à l'éducation, les interviews parlent de l'éducation à l'école. L'éducation est un puissant vecteur d'autonomisation de la femme. Cependant, nos résultats montrent un taux élevé d'analphabétisme chez les femmes abouré. Les travaux O. Benlabbah (2022) portant sur l'autonomisation des femmes marocaines confirment nos résultats. Selon ces travaux le taux de femmes sans diplôme au maroc est de 57% contrairement aux hommes qui est de 43%.

Nos résultats laissent voir qu'avec un taux de 86% le bouche-à-oreille est le canal le plus utilisé. Avec le bouche-à-oreille, les femmes se sentent mieux informées. En effet, le bouche à oreille est efficace dans la transmission des informations liés à l'économie chez les femmes abouré ; il permet de mettre en lumière la manière dont les femmes comprennent, filtrent et valide les informations reçues. Cette efficacité résulte de la crédibilité intrinsèque des messages transmis par un interlocuteur qui pour la plupart est un ami. Dans ses travaux, Béatrice SOMMIER (2014) montre que « le bouche à oreille agit sur l'axe cognitif, conatif et, dans une moindre mesure, affectif de l'attitude ».

Au niveau des stratégies de contournement développées par les femmes l'étude montre que 53 % des femmes sont prêtes à utiliser le Mobile Banking si elles sont accompagnées et 50 % préfèrent le mentorat par les pairs. Ces chiffres traduisent une attente forte d'un écosystème communicationnel intégré, c'est pourquoi nous proposons la COMBI comme solution. En s'appuyant sur des pratiques locales existantes, son efficacité repose sur un ancrage culturel solide comme l'indique Marsan (2008). Alors, les tontines, qui mobilisent 90 % de participation, peuvent devenir des vecteurs de diffusion d'informations financières. La COMBI se démarque par sa capacité à renforcer l'agentivité des femmes, c'est-à-dire leur pouvoir d'agir et de définir leurs propres objectifs, comme le souligne N. Kabeer (2001).

Nous comprenons par là qu'elle s'impose aujourd'hui comme une réponse particulièrement pertinente aux défis identifiés dans le champ du développement social et économique. Comme l'a souligné K. Gallopel-Morvan (2021), cette approche se distingue par sa capacité à articuler de manière systémique les dimensions comportementales, sociales et communicationnelles du changement. Nos résultats confirment que la COMBI comble les lacunes de la littérature et des interventions antérieures en plusieurs points clés. D'abord, elle adopte une approche généraliste, par sa capacité à s'intégrer dans une stratégie cohérente des éléments souvent traités séparément, tels que la formation financière, l'accès au crédit et la sensibilisation aux droits. Par ailleurs, nos observations montrent que les formations favorisent l'émergence de femmes productrices de savoir, et que le mentorat par les pairs constitue un levier puissant de confiance en soi. Ainsi, la COMBI ne se contente pas seulement de transmettre des messages puisqu'elle transforme aussi les bénéficiaires en actrices de leur propre changement.

5. Vers une autonomisation par la COMBI

Cette étude apporte trois contributions essentielles à la théorie de l'autonomisation. Premièrement, nos résultats mettent en évidence la nécessité d'ajouter une quatrième dimension à celles traditionnellement identifiées par N.Kabeer (2001), à savoir les ressources, la capacité d'agir et les réalisations. Il s'agit de l'accès à l'information économique, une dimension communicationnelle sans laquelle les autres demeurent inopérantes. Deuxièmement, nous confirmons et élargissons la portée de la théorie du septième pouvoir proposée par Tianet (2024), en montrant que le genre ne s'exprime pas uniquement dans les structures formelles de pouvoir, mais aussi dans les flux informationnels qui façonnent les rapports sociaux et économiques. Enfin, nos données démontrent que la Communication pour un Changement de Comportement Intégré (COMBI) ne se limite pas à une méthode d'intervention : elle constitue un véritable paradigme de l'autonomisation en milieu rural. Grâce à son approche intégrée, la COMBI répond de manière précise aux défis identifiés, en articulant les dimensions comportementales, sociales et communicationnelles du changement.

6. Pratiques et orientations futures

Cette étude propose plusieurs orientations stratégiques à l'attention des décideurs politiques, des organisations de développement et du monde de la recherche. Pour les responsables politiques, il devient impératif d'intégrer de manière systématique la dimension communicationnelle dans toutes les politiques d'autonomisation. Les programmes de développement ne doivent plus se limiter à la mise à disposition de ressources, mais inclure des dispositifs spécifiques visant à améliorer l'accès des femmes à l'information économique. Du côté des organisations de développement, plusieurs pistes d'action se dessinent : il est essentiel de former les intermédiaires locaux aux enjeux économiques et aux techniques de communication adaptées, tout en développant des outils financiers conçus pour les femmes rurales. Parmi les solutions prometteuses figurent les applications de mobile banking intégrant des pictogrammes et des messages audios en langue locale. Enfin, la recherche future devrait explorer trois axes prioritaires. Une étude longitudinale permettrait de mesurer l'impact durable des interventions COMBI sur l'autonomisation réelle des femmes. Une analyse fine des dynamiques de pouvoir au sein des tontines et des assemblées villageoises pourrait mettre en lumière des mécanismes de changement social encore peu documentés. Et une évaluation des interactions entre autonomisation économique et transformation des normes de genre offrirait des perspectives précieuses sur les processus de mutation sociale en contexte rural.

Conclusion

Cette étude a mis en évidence que l'autonomisation économique des femmes Abouré repose avant tout sur une transformation communicationnelle profonde. Les obstacles rencontrés ne relèvent pas d'un manque de ressources matérielles, mais d'un déficit d'accès à l'information économique stratégique et de mécanismes relationnels genrés qui perpétuent leur exclusion des espaces décisionnels. La forte dépendance au bouche-à-oreille (86 % des femmes interrogées) et l'accès limité aux sources formelles (22 %) ont révélé une fracture informationnelle plus déterminante que la fracture numérique souvent évoquée dans les discours sur le développement rural. L'analyse a également confirmé le paradoxe entre une matrilinéarité théorique et des pratiques patriarcales concrètes, illustré par la gestion masculine de 85 % des terres agricoles et la faible détention de comptes bancaires individuels par les femmes (9 %). Ces constats ont validé l'hypothèse selon laquelle une stratégie COMBI, adaptée au contexte socioculturel local, pouvait renforcer significativement l'autonomisation économique féminine. Axée autour des pratiques culturelles existantes telles que les tontines et les assemblées villageoises, l'approche COMBI a permis de relier les systèmes

d'information formels et informels, de repositionner les femmes comme actrices de leur propre changement, et de dépasser les cloisonnements entre les dimensions comportementales, sociales et économiques de l'autonomisation. La méthodologie, fondée sur quarante entretiens, des observations participantes et une analyse croisée des cadres théoriques a assuré la pertinence des résultats. Les recommandations s'articulent autour de quatre axes : adapter les outils d'information économique aux réalités rurales ; réformer les structures de pouvoir genré ; sécuriser les réseaux informels ; et intégrer systématiquement la dimension communicationnelle dans les politiques d'autonomisation.

Pour notre part, cette recherche a réussi à prouver que la communication constitue le socle de l'émancipation économique en contexte rural africain. Elle ouvre des perspectives pour des études longitudinales, des analyses des dynamiques de pouvoir locales et des évaluations des effets croisés entre autonomisation et transformation des normes de genre. Comme l'a exprimé une participante : « Si on nous expliquait les choses comme il faut, dans notre langue, avec des exemples qui nous parlent, on pourrait faire bien plus que ce qu'on fait aujourd'hui » (Krouwa, 55 ans). Cette parole résume l'enjeu central : ce n'est pas le manque de compétences qui freine les femmes Abouré, mais l'absence de connexion entre leur savoir et les opportunités disponibles. La stratégie COMBI offre ce pont essentiel, contribuant à la fois à l'avancement théorique des approches communicationnelles du développement et à l'élaboration de solutions opérationnelles pour les politiques publiques en Côte d'Ivoire et dans les contextes ruraux africains similaires.

Références Bibliographiques

AIFA Emilie et DOGNON Yves. (2022). « L'autonomisation de la femme : survol théorique sur la complexité et la mesure du concept ». *Alternatives Managériales Economiques*, Vol 4, N° 4, pp 523-541, <https://revues.imist.mal/?journal=AME>

AMOA Amlan, ADON Kouadio et OKOU Kouakou (2023), « La place du manioc dans l'autonomisation des femmes de Bonoua (Côte-d'Ivoire) ». *SCIREA Journal of Sociology*, Volume 7, Issue 6, pp 481-500, <https://doi.org/10.54647/sociology841212>

BAD (2015), « Lever les obstacles liés à l'inclusion financière, l'autonomisation et l'accès à la terre des femmes africaines » en ligne sur <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/lever-les-obstacles-lies-linclusion-financiere-lautonomisation-et-lacces-la-terre-des-femmes-africaines-4528>

BERNARD-MAUGIRON Nathalie (2021), « L'autonomisation économique des femmes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord », *Cahiers d'Etudes africaines*, pp 447-452 <https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.34479>

BRETON Philippe, Proulx Serge (2006), *L'explosion de la communication : introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, Edition La Decouverte.

FOFANA Valoua (2022), « Inclusion financière et autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire : état des lieux à partir d'une étude de cas des femmes des villes Bouaké, Yamoussoukro et Issia », *Akofena*, n°006, Vol.1, pp 163-180, <https://www.revue-akofena.com>

GALLOPEL-MORVAN Karine (2021), « Chapitre 5. Comment réaliser une communication efficace pour changer les comportements? », *In Marketing & Communication des associations*—3e éd. (Vol. 3, p. 173-208). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.gallo.2021.01.0173>

GOH Tianet (2024), *Agritech, genre et développement de la production vivrière en Côte d'Ivoire*, Thèse unique de doctorat en Sciences de la communication et développement, Université Alassane Ouattara, <https://hal.science/tel-05154993/document>

HESELING Gerti, Loco Thérèse (1997). *Introduction aux thèmes. Femmes, pouvoir, sociétés*, Paris : Edition Karthala, p3

KABEER Naila (2001). Reflexions on measurement of women's empowerment, in *Discussing women's empowerment. Sida studies*, 3, pp 17-57

KEGNIDE Eyitayo Vodouche Fifanou. (2023). Facteurs socio-économiques influençant l'autonomisation des femmes en milieu rural au Bénin. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, ISSN 2728-0128, Volume 4 :N°11, pp 455-476

LEN Michel (1988), « La communication sociale, La documentation française », Paris, numéro 4866

MARSAN Christine (2008) « Chapitre 6. La conduite humaine du changement » *Manager RH*, 207-252.

NIANGORAN-BOUAH Georges (1960), « Le village Abouré », in *Cahiers d'Études africaines*, pp 113-127

ONU FEMMES (2023), *Faits et chiffres : L'autonomisation économique. ONU Femmes*. <https://www.unwomen.org/fr/notre-travail/autonomisation-economique/faits-et-chiffres>

Organisation des Nations Unies. (1987). *Rapport Brundtland. Notre avenir à tous*. https://www.artcena.fr/sites/default/files/medias/notre_avenir_a_tousrapportbrundtland1987.pdf

OMS (2013). *Communication pour un impact comportemental (COMBI)*

OUSSAMA Benlabbah (2022), « Obstacles freinant l'autonomisation des femmes : Contribution au débat sur l'autonomisation des femmes sous la lumière du nouveau modèle de développement », *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3 (1-2), pp.486-502. fhal-03569370f

SAJEEY et GRACIELA Padoani David (2011) « Favoriser l'autonomie économique des femmes : L'exemple d'un programme de formation professionnelle en Inde » *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, pp57-66, <https://doi.org/10.4000/ries.2172>

SREBERNY Annabelle (2005), « Genre, autonomisation et communication : rétrospective et prospectives » *Revue internationale des sciences sociales*, n°184, pp 309-327, DOI :10.3917/riss.184.0309